

difiant la loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937.

Le bill est lu pour la 1re fois.

BILL DES CHEMINS DE FER PREMIÈRE LECTURE REMISE

Un message est reçu de la Chambre des communes, accompagnant le bill 14, Loi modifiant la Loi des chemins de fer (taxes téléphoniques).

Son Honneur le PRÉSIDENT: Honorables sénateurs, ce bill est de même nature que celui présenté hier. C'est-à-dire que c'est un bill public présenté par un député particulier. Si l'un des honorables sénateurs a dessin de le proposer, qu'il le dise avant la première lecture, autrement, le bill sera remis à plus tard.

L'honorable M. DANDURAND: Je suis heureux que Son Honneur le président nous fasse remarquer qu'il n'y a pas de proposeur. Hier, après la première lecture du bill, nous nous sommes trouvés dans l'embarras, du fait que l'auteur, un membre des Communes, n'avait demandé à personne de nous de s'en charger ici.

Son Honneur le PRÉSIDENT: Ledit bill sera-t-il remis à la prochaine séance de la Chambre?

L'honorable M. BLACK: Des exemplaires du bill sont-ils disponibles?

L'honorable M. MURDOCK: Il doit y en avoir dans nos casiers.

(Le Sénat s'ajourne à demain à trois heures de l'après-midi.)

SÉNAT

Jeudi 3 mars 1938.

Le Sénat se réunit à trois heures de l'après-midi, Son Honneur le Président étant au fauteuil.

Prières et affaires courantes.

BILL D'INTÉRÊT PRIVÉ PREMIÈRE LECTURE

D'un projet de loi (bill A) intitulé: loi concernant the Dominion Association of Chartered Accountants.—Le très honorable M. Meighen.

MONUMENT À SIR CHARLES TUPPER DISCUSSION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'honorable F. B. BLACK: Honorables sénateurs, avant l'appel de l'ordre du jour, je

désire profiter de l'occasion pour faire quelques observations relativement à un projet que les journaux du Canada ont préconisé dernièrement: celui d'ériger sur la colline parlementaire une statue à la mémoire de sir Charles Tupper. Je prends la parole pour la bonne raison, qu'à la simple lecture des articles publiés dans les journaux, on serait porté à croire qu'il n'en a pas été question auparavant.

Je dirai tout d'abord que, pour ma part, je vois d'un très bon œil les agissements du monsieur—il ne fait pas partie de la députation—qui a soulevé la question, car, il la signale de nouveau à l'attention publique. En toute justice pour le sénat, toutefois, je dirai qu'à trois reprises différentes au moins, depuis que j'occupe un siège ici, la question d'élever un monument à la mémoire de sir Charles Tupper a été soulevée dans cette Chambre. En 1931, lorsque le comité des édifices publics et des terrains du parlement fit son rapport, l'honorable député de Pictou (M. Tanner) et d'autres honorables membres du sénat parlèrent de la nécessité ou de l'à-propos d'élever des statues à la mémoire de quelques hommes d'Etat qui n'ont pas encore de monuments sur cette colline. L'honorable sénateur de Pictou déclara qu'il avait pris note que des statues ont été érigées sur la colline parlementaire à la mémoire de sir Georges-Etienne Cartier, de sir John A. Macdonald et de la reine Victoria.

L'honorable M. CASGRAIN: D'Arcy McGee.

L'honorable M. BLACK: Il donna à entendre qu'il ne pouvait pas très bien s'expliquer pour quelle raison la reine occupait le troisième rang sur la liste. Il mentionna ensuite les noms de D'Arcy McGee, de George E. Brown, de sir Wilfrid Laurier et d'un ou deux autres.

L'honorable M. CASGRAIN: Baldwin et Lafontaine.

L'honorable M. BLACK: Et il appela alors l'attention sur le fait que des statues n'avaient pas encore été érigées sur la colline à la mémoire de sir Charles Tupper, de sir Léonard Tilley et de Joseph Howe. En l'occurrence, j'ai aussi fait quelques remarques, mais ne prendrais pas le temps de la Chambre pour les répéter à cette heure. Je désire tout simplement faire observer que la question fut soulevée à cette époque-là.

En 1932, l'honorable sénateur de Rockcliffe (l'honorable Cairine Wilson), présidente du comité des édifices publics et des terrains du parlement, se trouvant dans l'impossibilité d'assister à une séance du Sénat alors que l'un des rapports du comité devait être déposé,